

Ni *fous de* dieu

Ni maîtres *du monde*

Le 11 septembre, l'Amérique a été frappée, avec plus de 6000 victimes civiles, au cœur de ses centres décisionnels. Dans la douleur, les américains sont contraints à une sérieuse remise en cause : ils découvrent que leur diplomatie a défendu leurs intérêts et leur sécurité avec un cynisme qui lui vaut aujourd'hui l'hostilité d'une grande partie du monde.

Les islamistes ont su tirer profit de la crise sociale et politique dans laquelle nombre de pays du Tiers Monde sont enlisés depuis des décennies : crise sociale qui fait vivre dans la misère des centaines de millions de personnes ; crise politique qui se traduit par une répression féroce à l'égard de celles et ceux qui refusent de vivre à genoux. Ils n'ont fait que récupérer et instrumentaliser les humiliations et les frustrations des peuples palestiniens, irakiens, tchétchènes et algériens, en se posant en défenseurs des masses musulmanes contre l'oppression, la dette, les plans du FMI et de la Banque Mondiale, la corruption de leurs gouvernants... Car l'islamisme radical n'est pas né de rien : il est le fruit de l'échec de la politique néocolonialiste menée au Moyen Orient et de l'incapacité du capitalisme mondial à approfondir l'intégration économique et idéologique de vastes régions.

Tout intégrisme religieux doit être dénoncé et combattu : le fondamentalisme – aucune religion ne peut se prévaloir de n'en avoir jamais nourri en son sein – a toujours et partout voulu créer des sociétés rétrogrades et oppressives dans lesquelles les libres choix des individus étaient niés au nom de dieu et de ses clercs.

Toute action terroriste doit être condamnée sans ambiguïté, quelque soit la cause défendue : elle ne fait que légitimer l'Etat qu'elle pourrait prétendre combattre. Elle ne fait que renforcer sa politique sécuritaire, répressive et au bout du compte liberticide.

La croisade à visage humanitaire de Bush

En l'absence d'un courant contestataire suffisamment fort, l'attentat a eu pour effet de ressouder les américains autour des valeurs les plus détestables portées par W. Bush : le patriotisme bêtard, le conservatisme religieux et la répression des minorités. Ainsi, lors de la Journée Nationale de deuil et de prière, la droite religieuse, seul électorat loyal de Bush, a pu expliquer aux américains que Dieu avait puni l'Amérique pour avoir toléré en son sein des gays/lesbiennes, des avorteurs et des associations de défense des citoyens.

Pour lever l'angoisse des citoyens, il n'a pas fallu longtemps à l'état major de Bush pour répondre à l'attentat, en suscitant une crise de nationalisme et sa résolution par la guerre. Pour restaurer l'autorité de la supra-nation, on assiste donc au désormais traditionnel déferlement militaire hollywoodien. Mais il faut aussi faire passer la pilule auprès des opinions publiques occidentales, et la guerre politiquement correcte doit s'accompagner d'un volet humanitaire : on larguera donc avec les bombes quelques rations alimentaires à seule fin de marketing militaire.

Des médias à la botte

Comme durant la Guerre du Golfe, l'armée tient l'information et filtre ce qui est bon ou non pour les opinions publiques. Elle réduit les journalistes cloîtrés dans leur hôtel de luxe au rang de valets serviles de la désinformation, branchés nuit et jour sur CNN. Comme lors de la Guerre du Golfe, il leur faudra légitimer l'illégitime en passant en boucle les images choc, et les populations finiront bien par s'approprier la guerre qu'on mène en leur nom.

A qui profite la guerre ?

- **Aux USA** qui vont exploiter cette situation et restaurer leur autorité bafouée. En plus de la mise au pas de la société américaine et la répression des minorités qui commence, cette guerre permet à l'état major US de forcer la main des alliés traditionnels de l'OTAN. La première puissance mondiale utilise la guerre comme un avertissement au monde entier, pour rappeler qu'elle est la seule gardienne de l'ordre et de la sécurité du monde : la « liberté immuable ». Elle se donne le droit de frapper n'importe qui, n'importe où et n'importe quand, sans avoir à s'en expliquer devant qui que ce soit.
- **Aux terroristes islamistes** : le bombardement actuel de l'Afghanistan et l'intervention militaire sont totalement inadaptés à la lutte contre le terrorisme. La guerre qui se déroule aujourd'hui ne supprimera pas ceux qu'elle prétend viser, du fait de leur organisation en réseaux inféodés à l'économie mondiale. Au contraire, elle les renforcera. Et une fois les dégâts subis, une nouvelle génération de terroristes reprendra ici ou ailleurs, avec plus de haine encore, le flambeau des aînés.
- **Aux lobbies militaro-industriels** qui n'en attendaient pas moins pour trouver des débouchés et un nouveau champ d'expérimentation grandeur nature. Et la France reste dans le peloton de tête des vendeurs d'armes...
- **Aux profiteurs de guerre** : les jours suivants le 11 septembre, des milliers de salariés américains ont été mis à la porte, sans indemnités. Ils sont victimes des dégâts collatéraux du capitalisme sauvage. Faisant écho à Bush, Jospin se fait applaudir par le patronat, lorsqu'il lance l'appel : *Lutter contre le terrorisme ce n'est pas seulement l'affaire des juges, des policiers, des services secrets, des Etats. Il y a aussi une réponse que peuvent donner les chefs d'entreprise, les investisseurs et les consommateurs. [...] Faisons preuve, tous ensemble, de patriotisme économique* [Le Monde, 28/09/2001]

Les dégâts collatéraux non comptabilisés...

Finalement, le terrorisme des fondamentalistes religieux et celui des fondamentalistes du marché, celui des désespérés et celui des puissants, celui des dogmatiques illuminés et celui des professionnels en uniforme... ces terrorismes se ressemblent tous. Ils partagent tous le même mépris de la vie humaine. Dans les luttes du « Bien contre le Mal », c'est toujours le peuple qui compte ses morts. **Mais, au delà des victimes directes, qui subira les effets de cette guerre ?**

- **Les intellectuels laïcs des pays musulmans**, les modérés et les femmes qui ne portent pas de tchador, tous ceux et celles qui rejettent l'appel au grand soir de la charia.
- **Les populations opprimées des Etats de la région**. Ces derniers, en échange de leur soutien ou de leur silence complice, auront les mains libres pour réprimer à la porte de chez eux.
- **Les mouvements sociaux des pays en guerre**, qu'on cherche à criminaliser. La guerre, c'est un moyen de régulation du système capitaliste auquel les Etats-Nation ont recours pour gérer leurs crises périodiques : c'est la touche « Reset » qui permet de redynamiser l'économie mondiale et réduire à néant les luttes des mouvements sociaux et les avancées démocratiques. **En Europe, l'état se resserre sur les libertés** : fermeture des frontières, plan Vigipirate, renforcement des lois de Schengen, vidéosurveillance généralisée, mandat d'arrêt européen, fouilles corporelles autorisées y compris par les vigiles privés... Huit jours après les attentats du World Trade Center, la Commission des communautés européennes publie une proposition « relative à la lutte contre le terrorisme » visant à **traiter comme terroristes, et donc selon les dispositions judiciaires anti-terroristes d'exception, toute espèce d'activité contestataire**. Les manifestations anti-G7 ou les luttes anti-OGM ne sont pas les seules visées...
- **Les populations immigrées qui vont devoir affronter une nouvelle vague d'islamophobie et de délit de faciès**, entretenue par une extrême-droite aux aguets, qui n'en attendait pas tant. Déjà, l'appareil répressif de l'Etat met les bouchées doubles, en multipliant les procédures d'expulsion d'immigrés clandestins, qui ont augmenté de plus de 30% dans la plupart des grandes villes de France ces dernières semaines.

Contre la logique de guerre, reprenons nos affaires en main

Les populations occidentales ne pourront pas éternellement se dire irresponsables des politiques mises en œuvre en leur nom par leurs gouvernements respectifs, sans qu'elles aient aucun contrôle sur elles.

Les crimes humanitaires

Utilisation de l'humanitaire dans la guerre moderne

Conférence/débat

Le 23 novembre 2001 à 20 heures

A l'Hôtel des Syndicats (rue Michel de Bourges)

En présence de Fabrice Weissman, membre de Médecins Sans Frontières